



Le grand **débat national**

—
COMPTES RENDUS DE LA RÉUNION
D'INITIATIVE LOCALE DE SEYSSINS

8 mars 2019 - Ferme Heurard

ATELIERS SIMULTANÉS SUR
LES 4 THÈMES PROPOSÉS

LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

Représentativité

Les députés sont trop « enfermés » dans les groupes et obligés de voter selon les directives. Une différence est à faire entre sénateurs et députés.

Trop d'échelons de représentation. On ne s'y retrouve pas. L'éloignement crée de la méfiance. On ne sait pas toujours où sont les permanences des députés. On veut des retours des députés avant la fin des mandats même si certains députés font depuis quelques temps des efforts pour rendre compte de leurs travaux à la population.

À noter : une amélioration grâce aux réseaux sociaux, débat de l'assemblée via internet.

Il faut trouver une manière plus compréhensible de retranscrire les débats, les décisions. Il faut que les informations soient plus accessibles.

> Proposition : que les députés fassent plus de réunions, expliquer à la population LEUR travail (2 à 3 fois par an) et écouter les doléances des administrés.

Sorte de « Grand débat » trimestriel avec le/la député(e).

Une majorité du groupe est contre la réduction du nombre de parlementaires : (7 sur 13).

Rôle des associations et syndicats

Les syndicats œuvrent pour leur paroisse quand ils interviennent auprès du gouvernement. Ça ne fait pas avancer les choses.

Il faut donner plus de place aux ONG car elles œuvrent pour l'intérêt général.

Dans les CCAS, il y a des instances où siègent élus et société civile mais cela reste au niveau communal. Beaucoup plus de possibilités au niveau local.

On ne connaît pas assez le CESE (Conseil Economique Social et environnemental).

Pour renouer le lien il faut de la communication horizontale. Pas de spécialistes comme les syndicats, les associations.

Cumul ou non cumul des mandats ?

Si on diminue le nombre d'élus, on diminue encore la représentativité et la communication. Risque que la coupure soit encore plus forte. Il ne faut pas réduire encore plus les élus car la charge des élus locaux est déjà forte (nombre de réunions).

Le non cumul est une bonne chose. Pas possible de faire des doubles journées. Il y a des députés maires qui ne connaissent rien de la ville. Il faut plus d'élus de terrain.

Aller vers le principe du non cumul mais un cumul limité et défini peut avoir un intérêt. Il faut déterminer un seuil de non cumul dépendant de la taille de la ville.

Attention aussi au renouvellement des mandats dans le temps. Au premier on n'a pas d'expérience, au deuxième on est meilleur.

Dose de proportionnelle

Il faut une dose mais pas intégrale. Il faut mettre un curseur car il n'est pas normal qu'un micro parti soit représenté.

Prise en compte du vote blanc ?

Intéressant car cela montre à quel pourcentage réel les candidats sont élus. Tant que le vote n'est pas obligatoire la question du vote blanc a plus de poids.

Actuellement le vote blanc est considéré comme un vote nul. Or ce n'est pas la même chose. Au minimum compter les votes blancs pour qu'on les voit.

Quand il n'y a que 2 candidats, le vote blanc peut être décisif. Il faut arriver à prendre en compte le vote blanc sans bloquer les décisions et donc poser des conditions dans le cas d'une majorité de vote blanc. On invaliderait l'élection à partir d'un certain seuil de vote blanc. Si le vote majoritaire est blanc, on vote à nouveau.

Vote obligatoire. Majorité Pour (12 sur 14)

Comment mieux associer le citoyen aux grandes orientations et à la décision publique ?

Le problème majeur est le millefeuille. Avec l'intercommunalité, on ne sait plus à qui s'adresser. Difficile d'établir un dialogue avec la métropole. Elle n'est pas accessible. Difficulté à joindre un responsable.

Notre métropole est récente, c'est peut-être pour cela que ça ne marche pas encore bien. Le principe même est très bon. Il a du sens. C'est de l'organisation collective.

Comment développer la démocratie participative ?

C'est ce qu'on fait en ce moment avec le grand débat.

Manque de participation de jeunes, trop peu de jeunes dans les instances et réunions.

C'est un problème car on bâtit l'avenir des jeunes avec les idées des plus âgés... Les jeunes sont sur des groupes fermés dans leurs réseaux sociaux mais pas tous.

La solution c'est la jeunesse et l'éducation. Le Conseil Municipal Jeunes à Seyssins c'est très bien. Il faut habituer les enfants à participer Il faut donner envie aux jeunes de s'engager.

> **Proposition** : organiser 4 débats par an du type de cette réunion d'initiative locale.

Référendum national ou local ?

OK pour le référendum local, non national. Un référendum national devrait être plus encadré. Les gens ne répondent pas à la question. Expriment une contestation du pouvoir national le plus souvent.

Immigration et intégration

Pas satisfait de la position de la France : 25% des demandeurs obtiennent l'asile, le reste est débouté mais non reconduit à la frontière. Résultat : ils sont là, ils travaillent au noir.

Il faut leur permettre de travailler. Il est possible de les employer. Il faut donner une autorisation de travail pour tous ceux qui sont rentrés en France. Le travail est une modalité d'intégration efficace.

Quels critères, des quotas ?

Proposer des quotas c'est facile mais la difficulté est de les imposer aux frontières.

2 millions de pieds noirs en 1962 ont été absorbés d'un coup. On y arrive. La France est un pays d'immigration. On a des capacités à absorber. On est un pays riche.

Pays riche mais... avec + de 2 000 Milliards de dette !

Il faut mettre en place un système pour empêcher l'exploitation des immigrés. Ils arrivent en bonne santé, ils tombent malades en France.

Il faut les aider à rester dans leurs pays. Problèmes des personnes formées qui quittent leurs pays (ex : Haiti où les médecins du Zimbabwe qui viennent travailler en France). Les ONG essaient de développer l'agriculture et les projets pour qu'ils restent chez eux.

Comme disait Rocard « *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde.* ». Trop de migrants comme en Allemagne c'est le risque d'une montée de l'extrême droite. La peur fait voter contre les migrants. En Alsace il y en a peu pourtant beaucoup sont contre l'immigration.

Il faut plutôt réfléchir au seuil d'acceptabilité par la société. Le taux d'acceptabilité varie en fonction des événements. À Seyssins le taux d'acceptabilité est plus élevé qu'à la Villeneuve de Grenoble par exemple.

Les pays riches doivent dépenser pour développer les pays pauvres. On a bénéficié du plan Marshall après 45, on devrait investir dans le développement des pays pauvres.

Lutte contre les discriminations

Les ayants-droits devraient recevoir les aides sociales sans les demander. Il y a une forte proportion de gens qui trouve humiliant de demander. Beaucoup de non recours : 30 % ne demandent pas leurs aides.

Allocation de solidarité et contrepartie

Pas de contrepartie, mais un bulletin de paie. Une allocation doit être considérée comme un travail. Il faut appeler autrement que « contrepartie ».

L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

Accès aux services publics

Quand on perd son bureau de poste on a la sensation de perdre un service public.

Organisation administrative

C'est un millefeuille, on ne sait pas qui fait quoi, notamment au niveau de la métropole. On ne comprend pas qui prend la décision et elle est parfois décalée avec le niveau local. Dans le Rhône (Lyon) : la métropole et le département ont fusionné.

Trop d'échelons administratifs ?

L'organisation de l'état date de 1790. Il y a des évolutions depuis et il a des superpositions de la fiscalité qui nuisent à l'efficacité. Mais il y a nécessité d'avoir un pouvoir local de proximité fort, qui représente l'État.

Comment réduire le déficit et la dette de l'État ?

En France on attend beaucoup de l'État. On constate peu d'endettement pour l'investissement mais plutôt pour le fonctionnement de l'État. Il faudrait prendre l'exemple de l'Allemagne où il y a moins de frais mais où cela fonctionne.

Exemple de la fusion des régions : le budget global des régions n'as pas beaucoup diminué alors qu'il y a moins de régions.

Les fusions et transformations c'est toujours compliqué et long. Ce sera long de voir les effets bénéfiques du transfert du service de l'eau à la métropole grenobloise même si l'on sait que cela a été fait pour être plus efficace à terme.

Désert médicaux

Diminution du nombre de médecins en zone rurales. Il devrait y avoir le même système pour les médecins que pour les enseignants qui n'ont pas le choix de leur affectation.

La formation des médecins coûte cher à la société. On pourrait leur demander de s'installer 2 ou 3 ans dans un territoire déserté. Sinon les étudiants en médecine doivent payer leurs études.

Il faut un plan d'aménagement du territoire en matière de santé.

> Proposition : créer des maisons de santé. Il faut un investissement local et public fort pour qu'elles fonctionnent. Ce serait un lieu où l'on peut aussi effectuer des démarches administratives. Développer la visioconférence. Un lieu d'accompagnement aux démarches en ligne pour réduire la fracture numérique. Plus largement ces maisons de santé pourraient être des « Maisons de services publics ».

Transports publics

Pas toujours efficaces, notamment quand on va d'une périphérie à l'autre. Tout le monde n'a pas assez accès aux transports publics.

Europe

La France ne fait pas assez jouer l'Europe. En matière d'armée par exemple on pourrait mutualiser.

Conclusion : en France il y a beaucoup d'initiatives, des idées, or on a tendance à regarder souvent ce que font les autres. Le gouvernement « n'écoute jamais ».

LA FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

Comment améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

- L'éducation des enfants permettrait à ces derniers de mieux comprendre plus tard la gestion de la France.
- Rendre plus accessible les rapports de la Cour des comptes ainsi que le projet de loi de finance et son rapport.
- Donner plus de pouvoir et un caractère plus contraignant à la Cour des comptes : les préconisations de cette dernière permettraient de faire beaucoup d'économie mais elles interviennent à posteriori et ne sont bien souvent pas appliquées.
- Imaginer d'autres organes de contrôle.

Pour donner aux citoyens une information lisible sur l'utilisation de leurs impôts et cotisations, il est nécessaire qu'ils aient la valeur des services dont ils bénéficient. Ex : Hôpital, savoir combien coûte la prise en charge gratuite pour la collectivité. Même chose pour l'école : savoir combien l'éducation gratuite coûte à la collectivité.

Comment rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

- Tout le monde devrait payer, même symboliquement. Seulement 40 % des ménages paient l'impôt et les autres ? La classe moyenne est la plus sollicitée.
- Lutter efficacement contre la fraude fiscale et sociale. Ne pas avertir avant de faire des contrôles.
- Remettre tous les revenus (dont ceux du capital) dans les tranches et les harmoniser.
- Aller vers une harmonisation européenne afin de taxer les grandes multinationales : que celles-ci n'échappent pas à l'impôt en se domiciliant dans un pays européen plus favorable (comme l'Irlande par exemple).

Comment réduire le déficit public de la France ?

- Remboursement des frais des élus sur notes de frais, comme tout le monde, et les frais doivent être justifiés.
- Supprimer les avantages à vie de certains élus.
- Supprimer les privilèges de hauts fonctionnaires, rentes. Ex : Recteurs qui ont droit à des privilèges. Mesure symbolique mais nécessaire.
- Au vu du nombre d'élus à l'assemblée qui dorment ou qui sont sur leur tablette ou téléphone, ne faudrait-il pas réduire le nombre d'élus ?
- Avoir une meilleure gestion dans tous les domaines (exemple : il semble qu'il y ait des dysfonctionnements dans la justice avec des affaires qui traînent en longueur sans réel motif ce qui coûte à l'état).
- Faire la chasse aux dépenses inutiles.

Quels impôts faut-il baisser en premier ?

Certains pensent qu'il faut enlever la taxe d'habitation pour tout le monde, d'autres supprimer les droits de successions.

Un consensus : il faudrait remettre à plat tous les impôts. Mais la maîtrise ne doit pas entraîner la suppression de services à la personne. On a besoin d'humain.

Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

Mieux utiliser les finances plutôt que supprimer des services.

Les dépenses de l'État. Enlever le niveau départemental. Baisser le nombre de communes.

Il faut supprimer les strates, des doublons tout en gardant de la proximité. Parfois doublons des collectivités territoriales. On perd du temps et de l'argent à des activités peu utiles.

Mettre en place le principe de subsidiarité pour mieux affecter les finances où on en a besoin.

Parmi les dépenses de l'État et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

C'est un peu dans tous les domaines qu'il faut faire la chasse aux projets et aux dépenses inutiles : la France continue à vivre comme il y a 30-40 ans lorsqu'il y avait le plein emploi et une dette moins importante. Aujourd'hui elle n'a plus les moyens d'assurer le même train de vie. Il faut regrouper les communes.

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous : reculer l'âge de la retraite ou augmenter les impôts, augmenter le temps de travail ou revoir les conditions d'attribution des aides sociales ?

Si les impôts sont remis à plat, si les propositions de justice fiscale, de réduction des déficits et de la dépense publique sont mises en œuvre, alors il semble que les dépenses sociales pourraient être financées.

Un groupe s'est exprimé en faveur du recul de l'âge de la retraite et de l'augmentation du temps de travail. À moduler en fonction de la pénibilité, de la profession.

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Il faut noter que les prélèvements sociaux sont hauts en France car on a une bonne protection sociale.

Cependant :

- Manque d'assistante sociale afin d'aider les gens dans leurs différentes démarches administratives. Remettre de l'humain.
- Hôpitaux et Ehpad. Il faut proposer un financement pour les familles à revenus insuffisants afin qu'elles puissent assumer le coût de la grande dépendance, entrée dans l'Ehpad.

Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Non, il ne faut pas augmenter ou mettre un nouvel impôt mais il faut remettre à plat les impôts existants. Il faut surtout agir pour lutter contre la fraude fiscale.

Augmenter la fiscalité sur l'alcool et le tabac n'empêchera pas les comportements. Il faut accentuer les campagnes contre l'alcool au volant et interdire les publicités sur l'alcool.

Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

- Encourager le mécénat. Permettre à une entreprise de pouvoir faire un don à une commune.
- Mettre plus de contrôle en amont des décisions au niveau de l'État en renforçant les pouvoirs de la Cour des comptes, et au niveau des collectivités territoriales (des contrôles sont faits mais à posteriori uniquement).
- Les décisions de réformes sont faites à court terme et changent trop souvent (à chaque

gouvernement) pour permettre de voir les bénéfiques. Le quinquennat n'aide pas. Il est nécessaire de réfléchir à plus long terme.

- Sortir la TVA des produits de première nécessité.
- Harmoniser les taux de TVA en Europe pour éviter la concurrence déloyale.
- Essayer de se caler sur les bons élèves de l'Europe sur le nombre de fonctionnaires dans la police /justice/enseignement/défense pour 1 000 habitants.
- Savoir ce que coûtent les migrations légales et illégales par des organismes accrédités.

Impôt sur la Fortune (ISF)

Il faudrait une contrepartie à la suppression de l'ISF. Il faudrait une quasi obligation à réinvestir en France.

Il ne faut pas décourager l'investissement dans les entreprises familiales. Il faut permettre aux entreprises familiales de grandir, ne pas trop les taxer pour éviter qu'elles partent à l'étranger.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le dérèglement climatique est l'élément le plus important à traiter

Il englobe tous les sujets (pollution de l'air, destruction de la biodiversité, érosion du littoral etc). C'est une urgence absolue car un danger pour notre civilisation. Des mesures radicales sont à prendre.

Le manque d'eau est aussi un problème très important.

Attention, ne pas oublier le problème des déchets.

Il faut agir contre le suremballage : mesures à prendre au niveau national pour l'empêcher.

Les taxes sur le carburant peuvent-elles modifier les comportements ?

Il est dommage de supprimer la taxe carbone. Cette mesure permettrait d'influer sur les transports. La taxation des carburants doit être entièrement affectée à la transition écologique et non pas « dissipée » dans le budget général de l'État.

Mais taxer pose aussi des problèmes (cf. origine du mouvement des gilets jaunes). Il faut des mesures incitatives.

Mais ce n'est pas toujours au niveau individuel que l'on doit changer nos comportements. La problématique doit se faire au niveau international. En France, taxer le kérosène permettrait un gain de 300 millions d'euros.

Il faut passer à une autre énergie que l'énergie fossile.

L'électricité n'émet pas de carbone mais se pose le problème du nucléaire. Passer au gaz naturel c'est aussi très émetteur de gaz à effet de serre. Beaucoup de mesures incitatives nationales pour passer au gaz naturel : c'est contradictoire.

Il faut interdire les publicités pour les voitures diesel dans les médias.

Mobilité

Mettre en place un plan de mobilité dans toutes les entreprises quel que soit le nombre de salariés. Actuellement seulement dans les entreprises de plus de 100 salariés.

Inciter à l'utilisation des transports en commun. Certains voudraient que les transports en commun soient gratuits. Débat dans le groupe car il faut trouver des moyens pour financer cette gratuité...

Notamment au maintien des petites lignes ferroviaires qui permettent de diminuer le transport par voiture (ex. Grenoble Veynes-Dévoluy).

Dans les grandes villes, à l'instar de ce qui se pratique ailleurs, comme en Allemagne, la synchronisation des feux permettrait de fluidifier le trafic et d'éviter aux moteurs de tourner inutilement à chaque arrêt.

Augmenter la réactivité des autorités lors des pics de pollution et sanctionner les automobilistes non respectueux récidivistes.

Indépendamment de la nature du carburant utilisé pour alimenter les voitures, la TVA grevant le prix des véhicules devrait être modulée en fonction de la puissance développée par le moteur ; s'agissant des véhicules électriques, l'autonomie effective serait ainsi privilégiée par rapport aux performances brutes.

Véhicules électriques

L'État doit s'engager à maintenir au niveau actuel la fiscalité relative à l'électricité, au gaz et à l'éthanol avant d'envisager de supprimer à terme la consommation des énergies fossiles.

Développer des bornes standardisées en agglomération et hors agglomération combinées à une tarification allégée des emplacements de stationnement pour les véhicules électriques. Ces incitations doivent être couplées à une offre transports en commun développée.

Comment réduire la consommation d'énergie ?

On parle de la pollution des avions mais c'est 10 % de la consommation d'énergie ; L'agriculture est responsable de 30 % de la consommation d'énergie. L'informatique aussi consomme beaucoup d'énergie...

Agir sur le système de chauffage ?

Consigne fixée à 20° dans tous les locaux publics sauf situations particulières et établissements de santé.

Certaines copropriétés ne disposent toujours pas de compteur divisionnaire ni de vanne thermostatique permettant la régulation du chauffage dans chaque appartement. Le gaspillage d'énergie dure depuis trop d'années. Une participation des collectivités, des propriétaires et du fournisseur d'énergie s'impose comme une évidente priorité.

- Chauffage au bois : les aides vont sur les changements de poêle. Des garanties doivent être apportées par l'État pour maintenir au niveau actuel la fiscalité relatives aux plaquettes et pellets alimentant les inserts ou chaudières performantes destinées à remplacer les cheminées à foyers ouverts. En aidant la filière bois, attention à l'utilisation de bois trop importante ?
- Les filtres à particules et les pompes à chaleur sont des alternatives au mode de chauffage actuel. Il manque d'information précise et claire, concrète sur les aides au changement de système de chauffage, isolation des bâtiments. Il faut pourtant se concentrer sur cette question.

Comment encourager les personnes à être vertueuses en matière d'écologie ?

Élaborer un listing de solutions concrètes que tout le monde peut mettre en place et qui pourraient faire l'objet d'une réduction d'impôt si l'on était en capacité de démontrer qu'on s'engageait sur ces questions. Par exemple : niveau d'utilisation des transports en commun, effort sur la baisse de sa facture de chauffage etc.

Nécessité de faire plus de publicité pour les bonnes pratiques et sensibiliser sur les solutions concrètes comme l'adaptation au changement climatique : végétalisation des villes, jardins partagés. À titre personnel on peut contribuer : au tri des ordures ménagères, on peut faire du compost mais il faut qu'il y ait plus de volonté au niveau national.

Éducation à l'environnement : il faut continuer à sensibiliser et éduquer sur ces questions auprès des plus jeunes et le plus tôt possible. Dans les écoles, dispenser un enseignement pour permettre aux enfants d'acquérir les bons réflexes du citoyen responsable de l'avenir de la planète.

Agriculture

Des aides significatives devraient permettre aux agriculteurs de mettre un terme à l'usage des pesticides. Revoir la politique de la PAC afin de ne pas transformer nos agriculteurs en « chasseurs de primes » qui négligent l'entretien des espaces en principe exploités.

Montrer comment agir de façon concrète à notre niveau : exemple du projet alimentaire de territoire à Seyssins pour limiter le gaspillage alimentaire ; privilégier les circuits courts.

Une harmonisation européenne

Harmoniser la réglementation en matière d'écologie au sein de l'Union européenne demeure une priorité. La pollution ne connaissant pas les frontières, il convient de taxer les produits non vertueux en provenance des pays étrangers, y compris les pays européens.

Relancer le projet de Banque du Climat au niveau européen dont le financement proviendrait de la taxe sur les transactions bancaires.